



**Anne Pélagie YOTCHOU**  
**Nouveaux droits de l'homme**  
**Cameroun**  
**pelagie\_y@yahoo.fr**

Je suis Madame Yotchou Anne Pélagie, camerounaise. Je vis au Cameroun mon cher et beau pays qui est malheureusement en train de s'enfoncer à cause de l'égoïsme et la mauvaise gestion de nos dirigeants. Je suis une activiste des droits humains en général. Je milite depuis plusieurs années pour la construction d'un état de droit au Cameroun. La promotion et le leadership de la jeune femme camerounaise font partis de ma passion.

En effet, depuis 2002 je suis Chargé de programme n° 2 à Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun ; ONG créée en France en 1977 et dotée d'un Statut Consultatif auprès de l'ONU, cumulativement avec mes fonctions de Directrice la clinique juridique « Mandela Center » qui contribue au développement de notre pays à travers la promotion des femmes. Mandela Center a été mis sur pied en 2004 par NDH-Cameroun avec l'appui de l'Union Européenne. C'est un centre d'accueil d'urgence, d'assistance et d'appui aux femmes et enfants vulnérables victimes de violations des droits humains, de torture, de discrimination et de toutes sortes d'injustices sociales. Nous travaillons comme je l'ai dit plus haut sur la promotion et le leadership de la jeune femme. Je suis tout aussi membre et même fondatrice de plusieurs associations socioculturelles féminines au Cameroun. **Je suis très proche du milieu associatif, car j'ai une ferme croyance au pouvoir des mouvements sociaux pour avancer positivement les choses, améliorer le statut de la femme et booster le développement durable au Cameroun.**

Mes chères collègues et sœurs, je n'ai pas besoin d'en dire plus sur ma personne, tout à l'heure nous aurons le temps de faire plus ample connaissance à travers nos échanges. Avec les nouvelles technologies, nous avons des supports d'identification comme les cartes de visites que nous échangerons sûrement.

Je ne pourrai entrer dans le vif du sujet sans exprimer toute ma profonde reconnaissance au Réseau Genre en Acton de l'OIF à travers Claudy, qui a contribué à ce que je sois présente à Cap Town en ce moment. C'est un honneur pour moi. J'espère que ma modeste contribution apportera sera une pierre en plus pour la construction de notre édifice que nous voulons solide et pérenne au cours du Forum de l'AWID 2008.

Je suis ici parce que je me suis engagée comme animatrice du caucus sur les indicateurs de genre.

Je dirai d'emblée que l'égalité hommes-femmes et la prise en compte du genre passent par une transformation sociale inspirée et mobilisatrice. Ceci peut soulever de nombreuses interrogations pour savoir comment ce changement se produira ou encore sur la manière de s'y prendre.

Dans mon exposé je commencerai par brosser un bref aperçu du contexte camerounais pour ce qui est de genre et des mouvements sociaux.

Ensuite j'apporterai quelques détails sur ces indicateurs de genre et la mesure de leur impact.

Bien que représentant plus de 52% de la population mondiale, la participation des femmes est estimée à moins de 25% des adhérents des organisations de la société civile (OSC). Quand elles sont représentées, elles n'occupent que des postes sans importance et parfois de peuple qui fait foule lors des manifestations. Or, on se serait attendu que cette couche de la population puisse mieux contribuer à la mise sur pied d'une stratégie fiable pour l'édification de la société.

Les mouvements sociaux doivent œuvrer pour un meilleur équilibre dans l'égalité genre. Cette action ne peut avoir d'effet que si les femmes sont suffisamment représentées dans ces instances. Le nœud du problème est donc l'implication active des femmes dans l'éclosion des mouvements sociaux dans le but de mieux promouvoir les Droits et Devoirs de la femme.

Le Cameroun est caractérisé par un taux de scolarisation très bas des filles, il est évident de soulever la question du genre dans les mouvements sociaux car peu de femmes ont la faculté de participer ou d'accéder à certains cercles. A cela, il faut ajouter la mentalité qui prévaut dans ces sociétés. Il faut relever ici que la femme a toujours été considérée en Afrique comme un instrument de la procréation et dans cette optique, ses principales fonctions sont les travaux ménagers, d'où la réticence de certains hommes à laisser leurs femmes remplir les fonctions autres que les travaux ménagers quelque soit leur niveau d'étude. En dernier ressort, il est à noter que beaucoup de parents choisissent de manière arbitraire de laisser leurs enfants garçons aller à l'école pendant que les filles accompagnent leur maman dans les multiples travaux champêtres. Aussi, beaucoup d'OSC sont en particulier masculines ou bien ne défendent que les droits ou les intérêts de la couche masculine. Les OSC dirigées par les femmes ou œuvrant dans le secteur féminin ne représentant qu'une faible minorité de ses diversités d'OSC. A cela, il faut ajouter la mentalité des dirigeants, les uns et les coutumes spécifiques et propres à certaines régions, notamment :

- La zone musulmane ou le sexe féminin ne peut pas subir le même traitement que le sexe masculin. Ici, le rôle de la femme est limité à la procréation, la scolarisation est limitée au strict minimum, les filles sont forcées d'aller au mariage à un âge très précoce.
- Des hommes par souci d'orgueil refusant toutes postes de responsabilité ou de prise de décision chez la femme dans d'autres zones.

Des évaluations liées au genre sont indispensables pour démontrer l'importance de mener des réflexions concrètes aux inégalités entre les hommes et les femmes, améliorer la planification et l'action des spécialistes agissant ou non sur le front de l'égalité des genres, et pousser les institutions à rendre compte de leurs engagements dans ce domaine.

En outre, les instruments de mesure et les données permettant l'évaluation sont limités et mal utilisés, et il est difficile d'apprécier si les efforts déployés pour la réalisation des objectifs et des engagements en faveur de l'égalité des genres

La Plateforme de Beijing pour l'Action de 1995 a fait de l'intégration systématique du genre le mécanisme prioritaire en vue de réaliser l'égalité des genres.

Je pense que les mouvements sociaux doivent aussi comme les gouvernements utiliser et diffuser des indicateurs sensibles à la dimension de genre, à l'échelle nationale. Mais il est également important aux ONGs, aux groupes de femmes, associations professionnelles, instituts de recherche ou universitaires ou autres organismes œuvrant à la promotion de l'égalité hommes-femmes.

## **I. Détails et évaluation / mesure de l'impact du genre**

D'emblée, je dirai que c'est un exercice difficile au regard la difficulté que nous avons à définir même et mesurer un élément comme la pauvreté.

### **1.1 La Pauvreté**

Elle peut renvoyer au fait que certaines personnes, généralement des femmes, ne disposent pas de suffisamment de temps de repos et de loisir, une fois décompté le temps qu'elles passent à travailler, que ce soit sur le marché de l'emploi, aux tâches domestiques ou à d'autres activités comme les corvées d'eau et de bois. Les documents de cet ouvrage passent en revue les écrits et études qui traitent de l'utilisation du temps en Afrique. Ils s'appuient sur des outils et des approches appuyées sur l'analyse de la pauvreté d'après les statistiques de consommation, en vue d'explorer les liens entre pauvreté de temps, pauvreté de consommation et d'autres dimensions du développement en Afrique, comme l'éducation et le travail des enfants. L'ouvrage propose des pistes pour mesurer la pauvreté de temps, d'après un exemple guinéen. L'indicateur utilisé pour savoir qui est concerné par la «pauvreté de temps» est le temps total que les individus passent au travail, en additionnant le temps consacré à l'activité professionnelle, aux tâches domestiques, aux corvées d'eau et de bois ou à aider d'autres foyers.

Pour améliorer les mesures et les indicateurs de pauvreté dans les mouvements sociaux, il nous faut également nous défaire de l'idée, en grande partie infondée, selon laquelle les foyers dirigés par une femme sont les «plus pauvres parmi les pauvres». Si la notion de chef de famille doit être retenue comme élément de différenciation pour tout indice d'inégalité de genre, il serait cependant utile de répertorier les femmes chefs de famille en fonction des différents cycles de la vie, du statut marital, de la fertilité, etc.

L'impact de la dimension de genre de la pauvreté dans les mouvements sociaux pourrait passer par une simple collecte de données sur les revenus que gèrent ou ont à disposition les femmes dans ces mouvements, et de s'intéresser à l'objet de leurs dépenses, à la part des divers revenus consacrée aux besoins collectifs essentiels de la famille, aux autres membres du foyer et/ou réservées aux dépenses personnelles par rapport à l'homme.

Je ne vais pas m'attarder sur ce chapitre, car les experts en matière d'analyse et évaluation des indices et ou ce que ça comporte pourrait mieux vous édifier sur ce sujet.

Je passe au deuxième élément : l'émancipation.

## **2.2 L'émancipation**

L'émancipation est définie par les experts comme la capacité d'une personne à faire des choix et à les traduire en actions et en résultats conformes à ses souhaits. Le degré d'émancipation d'un individu dépend de son initiative personnelle (la capacité de faire un choix dans un but précis) et des opportunités structurelles qui s'offrent à lui/elle (le contexte institutionnel dans lequel se fait le choix).

Comment déterminer le degré d'émancipation d'une femme ou d'un groupe de femmes dans les mouvements ? Les indicateurs socio-économiques courants, tels que l'éducation, le revenu et la part des femmes dans la population active, rendent-ils vraiment compte de l'émancipation des femmes ? D'après quelques études faites, il s'avère que si ces évaluations socio-économiques quantitatives de l'émancipation sont des indicateurs utiles, elles ne sont pas suffisamment sensibles pour saisir les nuances des relations de pouvoir entre les genres. Ceci parce qu'à elles seules, les méthodes quantitatives ne peuvent rendre compte des processus interactifs par lesquels ceux qui se retrouvent en position de faiblesse trouvent des stratégies pour tirer partie de relations inégales afin, par exemple, d'améliorer leur statut alimentaire, repousser l'âge de leur mariage, avoir moins d'enfants, accéder à des services de santé et de meilleures conditions de vie et réduire leur charge de travail. Des méthodes qualitatives sont nécessaires pour comprendre le contexte socioculturel dans lequel se place le comportement des femmes dans l'interaction sociale et les relations entre les genres.

Au Cameroun, je pourrais dire que l'émancipation de la femme dans les mouvements s'est améliorée. Mais des efforts restent à fournir, et les femmes elles-mêmes doivent comprendre que l'amélioration de leur condition repose entre leurs mains. Elles doivent se mettre ensemble et travailler en synergie pour y arriver, s'imposer dans les mouvements et surtout accéder aux postes de décisions dans ces mouvements.

## **2.3 La violence reliée au genre**

Jusqu'à présent, peu d'études ont été menées sur le caractère et l'étendue de la violence contre les femmes au Cameroun. Il convient quand même de préciser que l'ALVF (Association de Lutte contre les violences faites aux Femmes) a entrepris des actions dans ce sens, mais beaucoup reste à faire. Pour combler ce manque, Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun en collaboration avec plusieurs organisations féminines entendent mener une analyse des données recueillies par des organisations et des agences de service présentes dans tout le pays. Par ce processus, nous cherchons: à établir une ligne de référence pour évaluer les données futures concernant la violence contre les femmes; à évaluer les capacités actuelles des organisations à récolter avec précision des données sur le sujet; et à identifier comment améliorer ces évaluations. L'étude atteste que les informations sur les victimes, les auteurs des violences, les taux d'incidence et les armes employées faisaient généralement défaut.

Je ne pourrai achever cet exposé sans ouvrir un pan de voile sur les conflits.

## **2.4 Les conflits**

Je pense qu'il est important d'intégrer le genre dans les systèmes d'alerte précoce. Ceci nous permettrait de garantir une meilleure prise en compte des signes d'instabilité auparavant ignorés. Quelques exemples d'indicateurs sensibles à la dimension de genre peuvent s'avérer utiles pour l'évaluation des causes profondes à la source du conflit de leadership dans les mouvements. Par exemple, le pourcentage de femmes au poste de décision dans les mouvements est faible.

## **III. Autres secteurs à prendre en compte dans les indicateurs de genre**

### **3.1 La Gouvernance**

Au Cameroun, des réflexions sont faites en ce moment par certaines organisations de la société civile utilisant des indicateurs sensibles au genre pour demander au gouvernement d'améliorer sa prise en compte du genre dans sa politique de nomination de ses agents à des postes de pouvoir.

D'autres indicateurs sensibles à la dimension de genre possibles sont également décrits: la participation électorale parmi les femmes des quartiers pauvres; les dépenses affectées à des programmes d'éducation civique et électorale spécialement destinés aux femmes; la prévalence des femmes dans les quartiers pauvres indiquant que les femmes votaient généralement selon les instructions de leur père, de leur mari ou d'autres hommes et le pourcentage de sièges réservé aux femmes au Parlement national.

La Plate-forme pour l'action de Beijing stipule que les pays ont l'obligation de suivre et d'évaluer les progrès en matière de représentation et de participation des femmes à tous les niveaux des prises de décision, au sein comme en dehors du gouvernement.

A ce niveau, nous avons deux types d'indicateurs :

a) Les «*indicateurs de volonté politique*» qui sont pour l'essentiel des mesures qualitatives montrant le degré d'engagement des gouvernements en faveur de l'équité de genre, tels que l'établissement de mécanismes gouvernementaux pour la promotion des femmes et l'élaboration de politiques spécifiques visant à garantir l'égalité des chances pour les hommes et les femmes.

b) Les «*indicateurs de résultat*» sont des indicateurs quantitatifs destinés à évaluer les conséquences de différents processus ou actions en lien avec une cible spécifique, telles que la présence des femmes dans les instances dirigeantes des confédérations syndicales, des coopératives et des associations professionnelles. Les conclusions montrent que même si les femmes de la région confirment leur entrée sur le marché du travail et dans d'autres domaines de la vie publique, leur nouveau rôle est principalement un rôle subordonné et ne s'étend pas aux sphères politiques et sociales où s'exerce le pouvoir.

### **3.2 L'Éducation**

Les taux d'inscription ne nous disent rien sur l'égalité des genres en termes de fréquentation scolaire, de progression dans le cycle scolaire ou de niveaux de performance. Ils ne nous renseignent pas non plus sur la façon dont les filles vivent les relations de pouvoir reliées au genre au sein de l'école. Au Cameroun, par exemple, si l'égalité des genres en matière d'accès à l'éducation et de progression dans le cycle scolaire atteint de bons niveaux, celle-ci s'accompagne de taux élevés de harcèlement sexuel et de violence à l'égard des filles et de discriminations envers les enseignantes. Il ne suffit pas de permettre à un plus grand nombre de filles d'accéder à l'école. Nous devons faire en sorte qu'une fois scolarisés, les garçons comme les filles reçoivent une éducation de bonne qualité et équitable. Comment pouvons-nous établir des formes alternatives d'évaluation qui dépassent les simples statistiques en matière d'accès ?

### **3.3 Technologies d'information et de communication (TIC)**

En Afrique sub-saharienne en général, et au Cameroun en particulier, il existe un réel fossé numérique de genre.

Les femmes ont trois fois moins de chances que les hommes de bénéficier des avantages de la société de l'information. Telles sont les conclusions d'une étude menée en 2004-2005 par le Réseau Genre et TIC. À l'heure où les TIC sont considérées comme des outils essentiels pour réduire la pauvreté, il est nécessaire d'agir politiquement pour faire en sorte que le secteur des TIC bénéficie équitablement aux hommes et aux femmes. Cette recherche a produit un indicateur composite pour mesurer les disparités de genre dans l'accès, l'utilisation et la maîtrise de trois TIC stratégiques: les ordinateurs, l'Internet et les téléphones mobiles. Cet indicateur composite est formé de 18 indicateurs groupés en quatre catégories : prise de décisions et politiques, contenus, savoir-faire et connectivité. Après avoir créé l'indicateur composite, l'équipe a recueilli les données nécessaires au travers d'enquêtes menées dans des contextes spécifiques, dans chacun des six pays concernés. Les résultats montrent que la fracture numérique de genre est une réalité alarmante, concernant notamment la participation des femmes dans les prises de décision et les politiques, les contenus et les savoir-faire. Seules les jeunes filles ayant reçu une éducation de niveau secondaire échappent à ces disparités de genre, mais elles continuent de jouer un rôle secondaire en tant que consommatrices et «assistantes» dans la société de l'information. (Adapté du résumé).

### **3.4 La santé – dont les droits et la santé sexuels et reproductifs**

Plusieurs sources d'indicateurs visant à mesurer certains aspects de la SSR et des références abordant les thèmes spécifiques suivants: la planification familiale, la protection maternelle, la prise en charge médicalisée de l'avortement et de ses suites, les infections de l'appareil reproductif et les infections sexuellement transmises, le VIH/SIDA, la SSR de la jeunesse, la participation des hommes dans le domaine de la SSR, et la sexualité

### **3.5 Agriculture et ressources naturelles**

Les indicateurs d'équité de genre mesurent les conditions ou circonstances qui affectent différemment les hommes et les femmes ; signalent les changements qui s'opèrent dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes sur une période de temps ; évaluent l'accès, l'utilisation

et la maîtrise des ressources et la répartition des coûts et des bénéfices ; et identifient les changements intervenant dans les conditions de vie et les rôles des hommes et des femmes au cours du temps. Quelques exemples d'indicateurs dans différents domaines:

- L'agriculture et la biodiversité
- Les changements climatiques
- L'énergie
- L'économie forestière
- Les conditions de vie urbaines
- La pêche et l'aquaculture dans les zones côtières.

### **3.6 Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)**

Ces OMD sont les suivants :

1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité et l'émancipation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Le genre intervient dans tous ces domaines. Aux OMD sont associés 16 objectifs mondiaux et 48 indicateurs mondiaux.

#### **Celui qui nous intéresse ici, c'est l'objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'émancipation des femmes**

**Objectif:** Éliminer les disparités entre les genres dans les enseignements primaire et secondaire à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard

#### **Indicateurs:**

- Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, respectivement
- Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport à celui des hommes
- Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole.

#### Priorités stratégiques pour garantir la réalisation de l'OMD 3 à l'horizon 2015

1. renforcer les chances des filles d'accéder à l'éducation secondaire tout en respectant les engagements en faveur de l'éducation primaire universelle,
2. garantir l'accès à la santé sexuelle reproductive et le respect des droits qui y sont attachés,
3. investir dans les infrastructures afin de réduire le temps de travail domestique des femmes et des filles,
4. garantir les droits à la propriété et à l'héritage des femmes et des filles,

5. éliminer les inégalités de genre dans l'emploi en diminuant la dépendance des femmes à l'égard de l'emploi informel, combler les écarts de gains entre hommes et femmes et réduire le cloisonnement professionnel,
6. améliorer la proportion de sièges détenus par les femmes dans les parlements nationaux et les collectivités locales,
7. lutter contre la violence à l'égard des filles et des femmes.

Après cette vague, on peut citer en autres, l'indice de développement humain (IDH), l'indice sexospécifique de développement humain (ISDH) et l'indice de la participation des femmes (IPF).

### **L'indice de développement humain (IDH)**

L'indice de développement humain chiffre le niveau moyen de développement humain atteint dans un pays donné

### **L'indice sexospécifique de développement humain (ISDH)**

Alors que l'IDH mesure le niveau moyen atteint par un pays donné, l'ISDH corrige ce niveau de façon à refléter les inégalités entre les femmes et les hommes.

### **L'indicateur de la participation des femmes (IPF)**

L'IPF s'intéresse aux opportunités offertes aux femmes plutôt qu'aux capacités qui sont les leurs.

**Je termine en énonçant aussi la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/CEDEF) et l'indice de la condition féminine.**

L'indice de la condition féminine se fonde sur trois rubriques: le pouvoir social, le pouvoir économique et le pouvoir politique.

C'était ma modeste contribution sur le thème indiqué plus haut. Pour conclure, je dirai que les femmes à défaut de se trouver des places de pouvoir dans les mouvements sociaux doivent penser à mettre en place des groupes féministes à travers lesquels elles peuvent aussi faire entendre leur voix tout en poursuivant les actions pour l'amélioration de la prise en compte du genre dans tous les secteurs de la société en général, et dans les mouvements sociaux en particulier.

**Pélagie Yotchou** est principale-chargée de programmes N°2 depuis 2002 à Nouveaux droits de l'Homme (Cameroun). Le réseau Nouveau Droits de l'Homme est aujourd'hui présent sur 4 continents avec des représentations auprès de l'ONU à New York. NDH-International est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, disposant d'un statut consultatif auprès des Nations Unies.

Son but est de défendre les Droits de l'Homme en général, accent mis sur les droits et intérêts des femmes, partout où ils sont bafoués, les étendre, afin de prendre en compte les évolutions de la société depuis 1948 jusqu'au 21<sup>ème</sup> siècle. Depuis 2003, NDH a mis sur pied une unité spécialisée « Mandela Center » qui est une clinique juridique de protection, de défenses des droits des femmes.



Membre de plusieurs associations féminines locales, nationales et internationales de défense et protection des droits des femmes.